



**Conseil Economique
et Social**

Distr.
GENERALE

E/CN.4/Sub.2/1990/41
30 mai 1990

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Sous-Commission de la lutte contre
les mesures discriminatoires et
de la protection des minorités
Quarante-deuxième session
Point 15 de l'ordre du jour provisoire

DISCRIMINATION CONTRE LES PEUPLES AUTOCHTONES

Document de travail présenté par M. Asbjörn Eide et Mme Christy Mbonu

Activités que pourrait entreprendre l'Organisation des
Nations Unies dans le cadre d'une année internationale
de la promotion des droits des autochtones

TABLE DES MATIERES

<u>Chapitre</u>	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
I. PRINCIPAUX PRINCIPES DIRECTEURS	1 - 3	1
II. OBJECTIFS DES ANNEES INTERNATIONALES	4 - 10	1
A. Promotion	4 - 6	1
B. Coopération internationale	7 - 8	2
C. Participation croissante	9 - 10	2
III. PROGRAMMES ET ACTIVITES	11 - 25	3
A. Publications	11 - 12	3
B. Réunions et conférences	13 - 15	3
C. Projets expérimentaux	16	4
D. Engagement politique	17	4
E. Institutions nationales	18 - 19	5

TABLE DES MATIERES

<u>Chapitre</u>	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
F. Rapports des Etats	20	5
G. Programmes opérationnels des Nations Unies ..	21 - 22	5
H. Plans nationaux de développement	23	6
I. Participation renforcée	24	6
J. Fonds de contributions volontaires	25	6
IV. PLANIFICATION ET COORDINATION	26 - 29	7
V. EVALUATION ET ACTIVITES DE SUIVI	30 - 33	8

ANNEXES

- I. Textes portant autorisation de récentes années internationales
- II. Projet de programme d'activités d'une année internationale des droits des autochtones

I. PRINCIPAUX PRINCIPES DIRECTEURS

1. Depuis le milieu des années 70, les anniversaires officiels et les années internationales de caractère promotionnel se sont multipliés, tout en faisant de plus en plus l'objet d'une évaluation minutieuse et de critiques.

Dès 1973, l'Assemblée générale a demandé aux Etats Membres de ne proposer la proclamation d'années internationales que pour les "occasions les plus importantes et, quand cela est possible, de proposer de préférence des célébrations de courte durée" 1/. L'Assemblée générale a adopté en 1980 des principes directeurs concernant les futures années internationales 2/, qui mettent l'accent sur la nécessité d'aboutir à des résultats concrets. Avant qu'un projet d'année internationale ne soit examiné, il est désormais fort probable que le Secrétariat étudiera les activités qui pourraient être entreprises, comme ce fut récemment le cas pour l'Année internationale de la famille 3/. Un nombre croissant de questions sont examinées, non pas dans le cadre d'une année internationale, mais dans le cadre d'une simple conférence mondiale débouchant sur un plan d'action tel que celui sur le vieillissement 4/.

2. Le rapport coût-efficacité est un sujet de préoccupation croissante, en particulier pour le groupe des pays d'Europe occidentale et d'autres pays occidentaux. En 1979, l'Assemblée générale a estimé que les dépenses d'administration de l'Année internationale de l'enfant devaient "se limiter au minimum nécessaire" 5/. Les célébrations ultérieures ont, en général, été financées à partir de contributions volontaires, et non par réaffectation des ressources provenant du budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies.

3. L'UNESCO examine actuellement des principes directeurs qui prévoient également qu'il faudra justifier avec plus de rigueur les résultats escomptés des célébrations : "Les célébrations retenues devraient être de nature à ce que l'UNESCO, en s'y associant, puisse en tirer mondialement bénéfice moral et prestige, tout en développant la connaissance réciproque entre les Etats membres" 6/. Les incidences budgétaires seront évaluées avec précision avant toute décision.

II. OBJECTIFS DES ANNEES INTERNATIONALES

A. Promotion

4. La raison la plus souvent invoquée à l'appui des années internationales est la publicité. Par exemple, l'Année internationale de l'enfant devait aboutir à une prise de conscience beaucoup plus vive des besoins des enfants 7/, et servir de "cadre au plaidoyer en faveur de l'enfance et aux efforts visant à rendre les responsables des décisions et le public davantage conscients des besoins particuliers des enfants" 8/. L'Année internationale des personnes handicapées avait également pour objectif d'attirer l'attention de la communauté internationale sur les besoins du groupe cible 9/, et l'Année internationale de la jeunesse visait à "faire largement connaître" les questions relatives à la jeunesse 10/.

5. Des années internationales ont également été proclamées pour mobiliser l'opinion publique en faveur de certains programmes des Nations Unies. L'Année internationale de la paix, par exemple, avait pour objectif, entre autres, de "faire toujours mieux comprendre l'oeuvre de l'Organisation des Nations Unies" et de "lui assurer un plus grand appui" 11/.

6. Pour parvenir à mobiliser l'opinion publique internationale, les campagnes d'information doivent être organisées avec soin, tant au niveau des médias qu'à celui des groupes cibles. Il semble que l'organisation des campagnes d'information lancées dans le cadre des années internationales, ainsi que de la campagne mondiale d'information sur les droits de l'homme qui est menée actuellement, soit en général confiée aux organisations non gouvernementales et aux pouvoirs publics 12/. En ce qui concerne les droits des autochtones, l'instruction des populations autochtones proprement dites, notamment par l'intermédiaire des médias autres que la presse, serait tout aussi importante que l'information du public en général. L'article 30 de la Convention No 169 (1989) de l'OIT concernant les peuples indigènes et tribaux, qui vient d'être adoptée, prévoit que les peuples indigènes ont le droit d'être informés de leurs droits et obligations, si nécessaire dans leur propre langue.

B. Coopération internationale

7. Les années internationales ont souvent pour objectif de renforcer la coopération internationale. Ainsi, l'année internationale de la femme a été consacrée à "une action plus intensive" des Etats et des organisations intergouvernementales 13/. De même, l'Année internationale de la jeunesse visait à "consolider d'urgence les efforts déployés par tous les Etats" et à "améliorer les activités de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées", ainsi qu'à accroître la coopération internationale dans ce domaine 14/. L'Année internationale des personnes handicapées tendait quant à elle à encourager la recherche 15/, tandis que l'Année internationale du logement des sans-abri recommandait de "faire la synthèse et assurer la mise en commun de l'ensemble des connaissances existantes et des nouvelles connaissances ainsi que de l'expérience acquise", afin de disposer "d'une gamme complète d'options pratiques et éprouvées" 16/. Les activités de l'Organisation des Nations Unies peuvent sans aucun doute contribuer à diffuser les connaissances actuelles et à encourager l'innovation, mais cela aura peu d'effets concrets si les problèmes visés sont d'origine politique et non fondés sur l'ignorance.

8. Le transfert des ressources est également recherché. Par exemple, l'Année internationale de l'enfant visait à "mobiliser l'appui nécessaire aux programmes d'action nationaux et locaux selon la situation, les besoins et les priorités de chaque pays" 17/. De même, dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour les personnes handicapées, il est demandé à la communauté internationale d'aider les pays en développement à mettre en oeuvre des projets au niveau national 18/.

C. Participation croissante

9. La "pleine participation" au sein des sociétés nationales était l'objectif de l'Année internationale des personnes handicapées 19/ et l'un des thèmes principaux des Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme 20/. L'Année internationale de la jeunesse visait à "associer" plus étroitement le groupe cible aux travaux des organismes des Nations Unies 21/.

10. La participation populaire prédomine dans la Déclaration sur le droit au développement de 1986, ainsi que dans les programmes opérationnels des Nations Unies pour le développement. Comme le dit le Secrétaire général dans la conclusion de l'un de ses récents rapports : "Une large participation aux programmes de développement est essentielle" 22/. La participation populaire devrait donc jouer un rôle plus important dans les futures années internationales, et notamment dans le cadre d'une année consacrée aux peuples autochtones, dont le droit de participer au processus de développement et d'exercer autant que possible un contrôle sur leur propre développement est reconnu à l'article 7 de la Convention No 169 de l'OIT.

III. PROGRAMMES ET ACTIVITES

A. Publications

11. Chaque année internationale donne lieu à des publications particulières. Lors de l'Année internationale de la femme, les publications ont constitué la principale contribution des institutions spécialisées des Nations Unies 23/. La création de matériels et d'aides pédagogiques était l'un des principaux objectifs du programme d'action de la deuxième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale 24/ et de la Campagne mondiale d'information sur les droits de l'homme lancée à l'occasion du 40ème anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme 25/.

12. La création de matériels pédagogiques peut être particulièrement utile dans le cadre de la campagne pour les droits des autochtones. Lorsqu'il a approuvé le projet d'un séminaire sur les effets du racisme et de la discrimination raciale sur les relations sociales et économiques entre les populations autochtones et les Etats, le Conseil économique et social a engagé les Etats :

"à faire en sorte que les activités éducatives et d'information, y compris les célébrations nationales, donnent une interprétation juste de l'histoire, sans perpétuer ni justifier des théories de supériorité raciale ou d'assujettissement des populations autochtones ou autres." 26/

De même, l'article 31 de la Convention No 169 de l'OIT prévoit ce qui suit :

"Des mesures de caractère éducatif doivent être prises dans tous les secteurs de la communauté nationale, et particulièrement dans ceux qui sont le plus directement en contact avec les peuples intéressés, afin d'éliminer les préjugés qu'ils pourraient nourrir à l'égard de ces peuples. A cette fin, des efforts doivent être faits pour assurer que les livres d'histoire et autres matériels pédagogiques fournissent une description équitable, exacte et documentée des sociétés et cultures des peuples intéressés."

B. Réunions et conférences

13. Les années et les décennies internationales qui ont été proclamées dans le passé ont donné lieu à de multiples réunions : séminaires préparatoires régionaux 27/, réunions de planification regroupant des représentants des organisations non gouvernementales nationales 28/, réunions techniques

d'experts gouvernementaux 29/ ou conférences convoquées par les institutions spécialisées 30/. Séminaires et conférences sont les activités dominantes du Programme d'action pour la deuxième Décennie de lutte contre le racisme et la discrimination raciale 31/.

14. Un certain nombre de réunions spécialisées sur les peuples autochtones se sont tenues récemment, ou sont prévues, dans le cadre de la deuxième Décennie et du Programme des services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme :

a) Séminaire des Nations Unies sur les effets du racisme et de la discrimination raciale sur les relations sociales et économiques entre populations autochtones et Etats (Genève, 16-20 janvier 1989);

b) Réunion d'experts sur l'autonomie des peuples autochtones, prévue pour 1990/91, conformément à la résolution 42/47 de l'Assemblée générale 32/;

c) Conférence sur l'expérience pratique des populations autochtones en matière de développement autonome durable et écologiquement rationnel, prévue pour 1991, sous réserve de l'approbation du Conseil économique et social 33/.

En outre, la Sous-Commission a recommandé d'organiser des cours de formation régionaux dans le domaine des droits de l'homme et des procédures internationales à l'intention des peuples autochtones proprement dits 34/.

15. En leur donnant une plus grande notoriété, une année internationale offre aux dirigeants nationaux la possibilité d'organiser des réunions à un plus haut niveau. Il faudrait mettre l'accent sur les organisations et les institutions qui n'ont pas encore mis au point de programmes en collaboration avec les peuples autochtones, telles que l'Organisation des Etats américains et l'Organisation de l'unité africaine, et, en ce qui concerne les organismes des Nations Unies, l'Organisation mondiale de la santé et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

C. Projets expérimentaux

16. Ce n'est que dans le cadre de l'Année internationale du logement des sans-abri que l'on a prévu expressément une contribution de l'Organisation des Nations Unies aux projets expérimentaux 35/, idée utile qui mérite d'être approfondie. On pourrait constituer un fonds de contributions volontaires (point examiné plus loin) pour financer les projets les plus concrets et les plus novateurs en matière d'éducation et de développement qui sont proposés par les Etats et les organisations non gouvernementales, et pour faire connaître le résultat de leur mise en oeuvre dans le cadre d'une campagne de promotion marquant la fin de l'année internationale. Cela permettrait, mieux que les activités de nature plus politique ou informative, d'encourager un plus grand nombre d'autochtones à participer au niveau local aux activités de l'année internationale.

D. Engagement politique

17. Dans le cadre de l'Année internationale des personnes handicapées, l'Assemblée a invité le Secrétaire général et les chefs d'Etat à publier des messages spéciaux à l'appui du thème et des objectifs de l'Année 36/.

Quoi qu'ils puissent paraître superficiels, les messages officiels, qui font l'objet d'une large publicité, peuvent constituer un engagement politique et influencer les orientations et les mesures prises par la suite à l'échelon national. Etant donné que la question des droits des autochtones continue d'évoluer - et de faire l'objet de controverses - il serait utile de proclamer une année internationale afin de parvenir à un engagement politique officiel à l'échelle mondiale au sujet de questions complexes mais capitales, telles que le développement des communautés autochtones et l'autonomie.

E. Institutions nationales

18. Les années internationales précédentes prévoyaient la création de diverses institutions nationales afin de coordonner les activités menées au cours de l'année proprement dite ainsi que les activités de suivi. Par exemple, la création de commissions ou de centres nationaux de la femme était l'un des objectifs de l'Année internationale de la femme 37/ et avait même été fixé comme objectif principal de l'Année par la Commission économique pour l'Afrique 38/. De même, la création de centres nationaux de coordination des activités figurait parmi les objectifs de l'Année internationale du logement des sans-abri 39/.

19. Les Conventions Nos 107 et 169 de l'OIT prévoient l'une et l'autre la création d'institutions nationales d'autochtones, mais cette disposition n'est pas nécessairement utile. En effet, les peuples autochtones hésiteront sans doute à participer à des comités nationaux et à des commissions nationales, craignant qu'ils ne puissent servir à reléguer au deuxième plan les véritables organisations d'autochtones locales et à justifier l'action des pouvoirs publics. Il serait plus utile d'aider les peuples autochtones à créer leurs propres organisations et de les encourager à organiser des réunions au niveau national afin d'être en mesure de proposer des méthodes d'action aux gouvernements. On pourrait donc proclamer une année internationale destinée à encourager la création d'institutions nationales des peuples autochtones.

F. Rapports des Etats

20. Il existe au moins un cas où le programme d'une année internationale prévoyait un dispositif de surveillance. En effet, dans le cadre de l'Année internationale du logement des sans-abri, les Etats étaient invités à mettre au point des projets et à en informer la Commission des établissements humains dans les rapports qu'ils devaient lui présenter chaque année 40/. On pourrait envisager un dispositif semblable faisant appel au Groupe de travail sur les populations autochtones, qui verrait là une première étape vers le rôle de surveillance qu'il pourrait être amené à jouer un jour dans l'application de la Déclaration universelle sur les droits des populations autochtones. Ce dispositif de surveillance existe déjà sous forme des notes verbales qui sont transmises chaque année aux Etats et aux institutions spécialisées pour les informer des activités du Groupe de travail.

G. Programmes opérationnels des Nations Unies

21. Des mesures étaient prévues dans le cadre de plusieurs années internationales pour renforcer les organismes et les programmes concernés des Nations Unies. Ainsi, dans le cadre de l'Année internationale du logement des sans-abri, les institutions spécialisées étaient invitées à revoir leurs propres politiques et leurs programmes pour qu'ils soient conformes aux

objectifs et aux principes de l'Année 41/. De même, dans le cas de la Décennie des Nations Unies pour les personnes handicapées, les organes et organismes des Nations Unies étaient priés de "tenir compte des besoins" du groupe cible dans leurs programmes opérationnels et de renforcer leurs compétences administratives dans ce domaine 42/.

22. Ces mesures pourraient être particulièrement utiles pour ce qui est des droits des autochtones. On pourrait, par exemple, demander à chaque institution ou organisme des Nations Unies d'indiquer si les programmes existants et les procédures appliquées sont compatibles avec les normes des Nations Unies concernant les droits des autochtones qui sont mises au point, et de rendre compte des mesures prises pour que ces programmes soient plus accessibles aux populations autochtones et répondent mieux à leurs besoins.

H. Plans nationaux de développement

23. Les Etats ont également été invités dans le cadre de certaines années internationales à inclure des projets particuliers dans leurs plans nationaux de développement et dans les programmes prévus au titre du Programme des Nations Unies pour le développement 43/. Ainsi, dans le cadre de l'Année internationale de l'enfant, les Etats étaient encouragés à reconnaître que la prise en compte des besoins des enfants devait "faire partie intégrante des plans de développement économique et social" 44/. De même, au titre de l'Année internationale des personnes handicapées, les Etats étaient priés de "donner un rang de priorité plus élevé aux projets d'assistance au développement" des groupes cibles 45/. En ce qui concerne les peuples autochtones, qui tendent également à être marginalisés ou exclus, et qui pâtissent des projets de développement plus souvent qu'ils n'en bénéficient, les Etats devraient prévoir de façon explicite des projets spéciaux dans leurs stratégies nationales de développement. Ils pourraient y être encouragés par un programme "expérimental", comme cela est proposé plus haut. En outre, l'article 7 (2) de la Convention No 169 de l'OIT donne une base juridique à ces projets particuliers.

I. PARTICIPATION RENFORCEE

24. Des activités ont été menées dans le cadre des années internationales précédentes pour que les organisations non gouvernementales des groupes cibles soient plus souvent consultées 46/, pour que les groupes cibles et leurs organisations participent directement aux activités menées par l'Organisation des Nations Unies dans le cadre de l'année internationale 47/, et pour que les membres des groupes cibles se voient offrir davantage de possibilités d'emplois au sein des organismes des Nations Unies 48/. Ces trois modes d'action sont tout spécialement indiqués pour une année consacrée aux autochtones, car ils permettraient à ces derniers de participer de façon durable aux activités des organismes des Nations Unies et d'y avoir certains pouvoirs.

J. Fonds de contributions volontaires

25. Les activités menées dans le cadre des années internationales sont de plus en plus financées par des contributions volontaires. Dans la plupart des cas, l'Assemblée générale crée un fonds de contributions volontaires temporaire pour gérer les contributions 49/. Pour l'Année internationale de

la paix, l'Assemblée a également organisé une conférence d'annonce de contributions 50/. L'Assemblée pourrait accorder un mandat élargi au Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les populations autochtones, et utiliser de façon appropriée les compétences et les énergies du Conseil d'administration actuel du Fonds.

IV. PLANIFICATION ET COORDINATION

26. En règle générale, le Secrétaire général est prié d'établir un projet de programme d'action pour la préparation et la célébration des années internationales proposées, en consultation avec les institutions spécialisées et les organisations non gouvernementales intéressées 51/. Les Etats sont parfois invités à présenter des propositions concernant des activités spécifiques 52/, et, dans certains cas, des débats particuliers sur le projet de programme sont prévus à l'Assemblée 53/ ou au Conseil économique et social 54/. Dans d'autres cas, l'Assemblée crée un comité consultatif composé de représentants d'Etats Membres nommés par le président de la Troisième Commission 55/, en invitant les autres Etats et les organisations non gouvernementales intéressées à y participer en qualité d'observateurs 56/. Les comités consultatifs sont encouragés à leur tour à participer aux réunions correspondantes de l'Organisation des Nations Unies afin de coordonner les activités 57/. Dans le cas d'une année internationale consacrée aux autochtones, une approche différente, faisant appel à la compétence de la Sous-Commission devrait en principe se révéler moins coûteuse.

27. Les commissions régionales de l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées sont souvent invitées à adopter leur propre programme d'action 58/. En outre, l'Assemblée générale invite parfois un organisme ou une institution des Nations Unies à prendre la direction de l'organisation d'une année internationale, comme ce fut le cas de l'UNESCO pour l'Année internationale de l'alphabétisation 59/ et de l'UNICEF pour l'Année internationale de l'enfant 60/. Ces deux mesures devraient être appliquées pour l'organisation de l'année internationale consacrée aux autochtones. Engager un plus grand nombre d'organes des Nations Unies à promouvoir les droits et le développement des populations autochtones devrait être l'un des principaux objectifs de l'année; une bonne coordination et des initiatives seraient également souhaitables. Le Groupe de travail et le Centre pour les droits de l'homme prendraient évidemment la direction de l'organisation de l'année internationale, mais, tous deux étant à un échelon assez bas du système des Nations Unies, il faudrait définir très clairement leur rôle et leur mandat dans le programme d'action et inviter d'autres organismes à collaborer.

28. Outre les organismes des Nations Unies chargés de prendre la direction de l'organisation des activités, on a fait appel au cours de certaines années internationales à un pays hôte, ne fût-ce que pour convoquer les conférences fondamentales. Pour l'Année internationale de la femme, le pays hôte était le Mexique, tandis que l'Argentine a accueilli la principale conférence de l'Année internationale des personnes handicapées 61/. Certains diplomates estiment que la présence d'un pays hôte permet de donner un appui politique aux activités menées dans le cadre de l'année internationale - bien que le Gouvernement mexicain se soit plaint officieusement que cela lui avait causé de terribles problèmes administratifs et financiers. Pour l'année internationale des droits des autochtones, il serait logique de choisir un

pays hôte d'Amérique latine, car c'est là que vivent 90 % de tous les peuples autochtones du monde occidental, mais la question des coûts sera un obstacle. Une autre solution possible serait de faire appel à l'Organisation des Etats américains et à l'Institut indianiste interaméricain, mais le problème est qu'aucun de ces organismes n'a accordé de statut consultatif aux organisations non gouvernementales d'autochtones, comme l'ont fait l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation internationale du travail. Cela dit, l'absence d'un pays hôte ne devrait en aucun cas entraver le bon déroulement de l'année internationale.

29. Au cours des années internationales précédentes, on a eu recours en général à des comités nationaux de coordination 62/, principalement pour mener des activités au niveau national et s'entretenir avec les organisations non gouvernementales nationales. Dans le cas de l'Année internationale de la jeunesse, l'Assemblée générale a en outre préconisé la "participation active et directe des organisations de jeunes" aux activités organisées au niveau national et à leur planification 63/, approche qui devrait sans aucune doute faire également partie du programme d'action de l'année internationale des droits des autochtones.

V. EVALUATION ET ACTIVITES DE SUIVI

30. Il existe relativement peu d'études analysant les résultats concrets des années ou décennies internationales précédentes, comparé ne serait-ce qu'au nombre de réponses aux notes verbales concernant les activités entreprises par les Etats, les institutions spécialisées et les organisations non gouvernementales. La seule exception à la règle est l'évaluation de la première Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, effectuée récemment par M. Asbjørn Eide à l'intention de la Sous-Commission 64/.

31. Dans sa résolution 40/14 du 18 novembre 1985, l'Assemblée générale avait adopté un plan général concernant les activités de suivi de l'Année internationale de la jeunesse, en se fondant sur les recommandations du Comité consultatif de l'Organisation des Nations Unies désigné pour l'année en question. Celui-ci recommandait notamment :

- a) de maintenir les comités nationaux;
- b) de charger les programmes et les institutions spécialisées des Nations Unies de mettre en oeuvre chaque année un projet concernant la jeunesse, en collaboration avec les organisations non gouvernementales intéressées;
- c) de permettre à la Commission du développement social d'examiner de façon suivie les questions qui concernent la jeunesse;
- d) de renforcer l'utilisation active des moyens de communication entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations nationales de jeunes;
- e) d'inviter les gouvernements à inclure des représentants de la jeunesse parmi les membres des délégations qu'ils envoient aux réunions internationales.

Il serait judicieux de prévoir expressément dans le programme de l'année internationale des droits des autochtones une conférence complémentaire pour évaluer les résultats de l'année internationale et pour proposer à l'Organisation des Nations Unies et aux Etats Membres de poursuivre leur action.

32. Deux éléments clés des programmes d'activités des années internationales précédentes méritent une attention particulière : la participation, et la création d'institutions nationales. En effet, il y a de fortes chances pour que ces éléments apportent des changements durables, et ils devraient par conséquent être les principaux objectifs de toute une année internationale.

33. Les membres du groupe cible et les associations qui les regroupent au niveau national devraient participer à la planification, aux activités et à l'évaluation de l'année internationale, non seulement dans le cadre des organisations non gouvernementales accréditées auprès de l'ONU, mais aussi au sein des organisations locales. Il faudrait leur faire jouer un rôle plus important au sein du système des Nations Unies et de leurs gouvernements respectifs, et leur proposer des emplois au sein de l'Organisation des Nations Unies. Les institutions nationales peuvent participer davantage en proposant des thèmes de réunion aux représentants du groupe cible et aux décideurs, conférant ainsi un pouvoir tout à fait concret. Si une année internationale peut avoir une incidence sur ces changements de procédure aux niveaux national et multilatéral, elle aura réellement donné des résultats concrets.

Notes

- 1/ Résolution 3170 (XXVIII) de l'Assemblée générale, 17 décembre 1973.
- 2/ Résolution 35/424 de l'Assemblée générale, 5 décembre 1980, approuvant la résolution 1980/67 du Conseil économique et social en date du 25 juillet 1980.
- 3/ Résolution 1987/42 du Conseil économique et social, 28 mai 1987.
- 4/ Résolution 42/51 de l'Assemblée générale, 30 novembre 1987.
- 5/ Résolution 31/169 de l'Assemblée générale, 21 décembre 1976.
- 6/ Document 132 EX/129 de l'UNESCO, 28 septembre 1989.
- 7/ Résolution 3406 (XXX) de l'Assemblée générale, 28 novembre 1975.
- 8/ Résolution 31/169 de l'Assemblée générale, 21 décembre 1976.
- 9/ Résolution 31/123 de l'Assemblée générale, 16 décembre 1976; résolution 34/154 de l'Assemblée générale, 17 décembre 1979; voir également la résolution 42/58 de l'Assemblée générale, 30 novembre 1987 (Décennie des Nations Unies pour les personnes handicapées).
- 10/ Résolution 35/126 de l'Assemblée générale, 11 décembre 1980.
- 11/ Résolution 42/13 de l'Assemblée générale, 28 octobre 1987.
- 12/ "Développement des activités d'information dans le domaine des droits de l'homme", A/43/711, 18 octobre 1988.
- 13/ Résolution 3010 (XXVII) de l'Assemblée générale, 18 décembre 1972.
- 14/ Résolution 35/126 de l'Assemblée générale, 11 décembre 1980.
- 15/ Résolution 31/123 de l'Assemblée générale, 16 décembre 1976.
- 16/ Résolution 37/221 de l'Assemblée générale, 20 décembre 1982.
- 17/ Résolution 31/169 de l'Assemblée générale, 21 décembre 1976.
- 18/ Résolution 42/58 de l'Assemblée générale, 30 novembre 1987.
- 19/ Résolution 31/123 de l'Assemblée générale, 16 décembre 1976.
- 20/ "Rapport de la Conférence mondiale chargée d'examiner et d'évaluer les résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix", A/CONF.116/28/Rev.1 (1985), par. 77 à 92.
- 21/ Résolution 34/151 de l'Assemblée générale, 17 décembre 1979.
- 22/ A/AC.232/5, 7 septembre 1989.

Notes (suite)

23/ "Mesures adoptées et activités entreprises dans le cadre de l'Année internationale de la femme", A/10263, 2 octobre 1975.

24/ Résolution 43/91 de l'Assemblée générale, 8 décembre 1988, par. 9.

25/ Résolution 43/128 de l'Assemblée générale, 8 décembre 1988, par. 5.

26/ Résolution 1988/35 du Conseil économique et social, 27 mai 1988.

27/ Année internationale de la paix, résolutions 38/56 du 7 décembre 1983 et 39/10 du 8 novembre 1984 de l'Assemblée générale.

28/ Décennie des Nations Unies pour les personnes handicapées, résolution 42/58 de l'Assemblée générale, 30 novembre 1987.

29/ Décennie des Nations Unies pour les personnes handicapées, résolution 42/58 de l'Assemblée générale, 30 novembre 1987.

30/ "Mesures adoptées et activités entreprises dans le cadre de l'Année internationale de la femme", A/10263, 2 octobre 1975.

31/ "Application du programme d'action pour la deuxième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale", A/44/595, 4 octobre 1989.

32/ Voir la décision 1989/109 de la Sous-Commission, 1er septembre 1989.

33/ Résolution 1989/36 de la Sous-Commission, 1er septembre 1989.

34/ Résolution 1989/36 de la Sous-Commission, 1er septembre 1989.

35/ Résolution 37/221 de l'Assemblée générale, 20 décembre 1982.

36/ Résolution 35/133 de l'Assemblée générale, 11 décembre 1980.

37/ Résolution 3275 (XXIX) de l'Assemblée générale, 10 décembre 1974.

38/ UNIF0, "Meeting in Mexico: The Story of the World Conference of the International Women's Year" (Organisation des Nations Unies, New York, 1975).

39/ Résolution 37/221 de l'Assemblée générale, 20 décembre 1982.

40/ Résolution 40/203 de l'Assemblée générale, 17 décembre 1985.

41/ Résolution 37/221 de l'Assemblée générale, 20 décembre 1982.

42/ Résolution 42/58 de l'Assemblée générale, 30 novembre 1987.

43/ Année internationale de la femme, résolution 3275 (XXIV) de l'Assemblée générale, 10 décembre 1975; Décennie des Nations Unies pour les personnes handicapées, résolution 42/58 de l'Assemblée générale, 30 novembre 1987.

Notes (suite)

44/ Résolution 31/169 de l'Assemblée générale, 21 décembre 1976.

45/ Résolution 35/133 de l'Assemblée générale, 11 décembre 1980.

46/ Décennie des Nations Unies pour les personnes handicapées, résolution 42/58 de l'Assemblée générale, 30 novembre 1987.

47/ Année internationale des personnes handicapées, résolution 45/133 de l'Assemblée générale, 11 décembre 1980; Année internationale de la jeunesse, résolution 37/48 de l'Assemblée générale, 3 décembre 1982.

48/ Décennie des Nations Unies pour les personnes handicapées, résolution 42/58 de l'Assemblée générale, 30 novembre 1987; "Mesures adoptées et activités entreprises dans le cadre de l'Année internationale de la femme", A/10263, 2 octobre 1975.

49/ Année internationale de la femme, résolution 3275 (XXIV) de l'Assemblée générale, 10 décembre 1975; Année internationale de l'enfant, résolution 31/169 de l'Assemblée générale, 21 décembre 1976; Année internationale du logement des sans-abri, résolution 37/221 de l'Assemblée générale, 20 décembre 1982; Décennie des Nations Unies pour les personnes handicapées, résolution 42/58 de l'Assemblée générale, 30 novembre 1987.

50/ Résolution 39/10 de l'Assemblée générale, 8 novembre 1984.

51/ Année internationale de l'enfant, résolution 3406 (XXX) de l'Assemblée générale, 28 novembre 1975; résolution 34/154 de l'Assemblée générale, 17 décembre 1979; Année internationale de la jeunesse, résolution 35/126 de l'Assemblée générale, 11 décembre 1980.

52/ Année internationale de la paix, résolution 39/10 de l'Assemblée générale, 8 novembre 1984.

53/ Année internationale de l'enfant, résolution 32/109 de l'Assemblée générale, 15 décembre 1977.

54/ Année internationale du logement des sans-abri, résolution 40/203 de l'Assemblée générale, 17 décembre 1985.

55/ Année internationale des personnes handicapées, résolution 32/133 de l'Assemblée générale, 16 décembre 1977; Année internationale de la jeunesse, résolution 34/154 de l'Assemblée générale, 17 décembre 1979.

56/ Année internationale de la jeunesse, résolution 35/126 de l'Assemblée générale, 11 décembre 1980.

57/ Année internationale de la jeunesse, résolution 35/126 de l'Assemblée générale, 11 décembre 1980.

58/ Par exemple, l'Année internationale des personnes handicapées, résolution 35/133 de l'Assemblée générale, 11 décembre 1980.

Notes (suite)

59/ Résolution 42/104 de l'Assemblée générale, 7 décembre 1987.

60/ Résolution 31/169 de l'Assemblée générale, 21 décembre 1976.

61/ Résolution 35/133 de l'Assemblée générale, 11 décembre 1980.

62/ Année internationale des personnes handicapées, résolution 35/133 de l'Assemblée générale, 11 décembre 1980; Année internationale de la jeunesse, résolution 38/22 de l'Assemblée générale, 22 novembre 1983.

63/ Résolution 37/48 de l'Assemblée générale, 3 décembre 1982.

64/ E/CN.4/Sub.2/1989/8 et Add.1, 11 juillet 1989.

ANNEXES

Annexe I

TEXTES PORTANT AUTORISATION DE RECENTES ANNEES INTERNATIONALES

- 1975 Année internationale de la femme : résolution 3010 (XXVII) de l'Assemblée générale, 18 décembre 1972;
- 1979 Année internationale de l'enfant : résolution 31/169 de l'Assemblée générale, 21 décembre 1976;
- 1981 Année internationale des personnes handicapées : résolution 31/123 de l'Assemblée générale, 16 décembre 1976;
- 1985 Année internationale de la jeunesse : participation, développement, paix : résolution 34/151 de l'Assemblée générale, 17 décembre 1979;
- 1986 Année internationale de la paix : résolution 40/3 de l'Assemblée générale, 24 octobre 1985;
- 1987 Année internationale du logement des sans-abri : résolution 37/221 de l'Assemblée générale, 20 décembre 1982;
- 1990 Année internationale de l'alphabétisation : résolution 42/104 de l'Assemblée générale, 7 décembre 1987.

Annexe II

PROJET DE PROGRAMME D'ACTIVITES D'UNE ANNEE INTERNATIONALE
DES DROITS DES AUTOCHTONES

1. Il faudrait encourager le Groupe de travail sur les populations autochtones à achever la rédaction d'un projet de Déclaration universelle sur les droits des populations autochtones d'ici à sa onzième session, en 1991, afin que ce projet puisse être examiné par l'Assemblée générale à sa quarante-septième session, en 1992, et proclamé comme Déclaration, au début de l'année internationale. La Déclaration servira de thème général pour l'année et guidera toutes les activités des organismes des Nations Unies.

2. Les célébrations officielles suivantes des Nations Unies donneront le ton général aux activités à mener dans le cadre de l'Année internationale des droits des autochtones :

a) Une cérémonie officielle d'ouverture présidée par le Secrétaire général, à New York, au cours de la quarante-septième session de l'Assemblée générale;

b) Une journée officielle de célébration au cours de la cinquantième session de la Commission des droits de l'homme, à Genève;

c) L'émission de timbres commémoratifs à New York, Genève et Vienne, par l'Administration postale des Nations Unies, sur le thème suivant : "Peuples autochtones-droits autochtones".

3. Le Département de l'information, agissant avec la collaboration du Centre pour les droits de l'homme et des organisations non gouvernementales d'autochtones, mettra en oeuvre les activités et les projets suivants :

a) Publication et distribution d'une série d'affiches mettant en lumière la diversité des peuples autochtones à l'échelle mondiale et les questions qui sont pour eux prioritaires dans le domaine des droits de l'homme (terre, environnement, culture);

b) Rédaction et publication, dans trois langues officielles au moins (anglais, espagnol, français), d'un guide de 36 pages destiné aux peuples autochtones et ayant pour sujet les organes et les instruments des Nations Unies consacrés aux droits de l'homme et les procédures à suivre en cas de violation de ces droits;

c) Publication d'exemplaires personnalisés de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de la Déclaration universelle sur les droits des populations autochtones dans dix au moins des principales langues indigènes, telles que le Quechua, le Guarani, le Cree, le Maori et le Sami;

d) Production et large distribution d'au moins un programme spécial dans le cadre des émissions de radio du Département de l'information, destiné au public non autochtone;

e) Production et distribution d'une cassette vidéo de 20 minutes sur l'Organisation des Nations Unies et les droits des autochtones, destinée aux autochtones et conçue pour être doublée dans leur propre langue.

4. Le Centre pour les droits de l'homme mettra en oeuvre les activités et projets suivants :

a) Organisation de séminaires régionaux dans les pays d'Amérique, d'Asie et d'Europe, à l'intention des organisations d'autochtones, des hauts fonctionnaires gouvernementaux et des secrétariats des organisations intergouvernementales régionales, sur les instruments internationaux applicables aux peuples autochtones et les moyens concrets de les mettre en oeuvre;

b) Convocation d'une réunion technique regroupant des administrateurs du Centre pour la science et la technique au service du développement, du Centre pour la coopération technique au service du développement, du Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales et du Programme des Nations Unies pour le développement, ainsi que des membres des organisations non gouvernementales d'autochtones, pour examiner les moyens concrets d'intégrer les principes concernant les droits des autochtones dans les activités opérationnelles de développement;

c) Convocation d'une réunion technique regroupant des administrateurs du Centre pour le développement social et les affaires humanitaires, sur l'utilisation des données statistiques concernant les peuples autochtones dans les futurs rapports sur la situation sociale dans le monde;

d) Convocation d'une réunion des présidents des organes créés en vertu d'instruments internationaux dans le domaine des droits de l'homme, pour examiner dans quelles mesures ils peuvent tenir compte de façon utile et correcte des nouvelles normes concernant les droits de l'homme dans les activités qu'ils mènent en vertu des instruments existants;

e) Convocation de sessions régionales spéciales du Groupe de travail sur les populations autochtones, en plus de sa session ordinaire de 1993, afin de mieux faire connaître les travaux de l'Organisation des Nations Unies dans ce domaine et de renforcer la participation des autochtones aux activités du Groupe de travail.

5. Les organes et les institutions spécialisées des Nations Unies seront priés de rencontrer des techniciens représentant des organisations non gouvernementales d'autochtones afin de renforcer les procédures consultatives et de faire davantage participer les autochtones à leurs activités opérationnelles. Il faudrait accorder la priorité au Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE); au Centre des Nations Unies pour les établissements humains (HABITAT); à l'Organisation internationale du Travail (OIT); à l'Organisation mondiale de la santé (OMS); à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO); au Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF); et à l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). Il convient de noter que l'Organisation internationale du Travail a déjà pris une initiative en ce sens, qui pourrait servir de modèle aux autres institutions spécialisées pour qu'elles permettent aux autochtones de participer à leurs activités ordinaires.

6. Il faudrait inviter les organisations intergouvernementales régionales à convoquer des réunions avec des organisations d'autochtones pour renforcer leur statut consultatif et accroître la participation des autochtones aux programmes concernant les droits de l'homme ainsi qu'aux activités opérationnelles menées au niveau régional.

7. Bien que la situation en Afrique ne soit pas tout à fait la même, on peut établir des parallèles significatifs entre l'histoire et la situation actuelle des Africains et des peuples autochtones. Il serait donc utile d'organiser une réunion, en 1993 ou plus tôt, entre les organisations d'autochtones et l'Organisation de l'unité africaine, sur la possibilité d'institutionnaliser une coopération technique dans le domaine du développement économique et social.

8. Afin d'accroître le nombre des activités et projets officiels, le Secrétaire général devrait inviter les Etats et organisations non gouvernementales intéressés à proposer aux niveaux régional et national des activités qui puissent être approuvées, sans incidence financière, par l'Organisation des Nations Unies. En outre, il faudrait autoriser le Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les populations autochtones à percevoir des contributions provenant des Etats ainsi que des organisations intergouvernementales et non gouvernementales, et à en disposer pour financer des projets particuliers au cours de l'Année internationale, après approbation par les responsables de la gestion du Fonds et par le Secrétaire général.

9. Il faudrait demander aux organisations non gouvernementales d'autochtones de contribuer à ces activités grâce à leurs connaissances techniques, en particulier pour la traduction dans les langues indigènes, et leurs compétences artistiques pour la production d'affiches, de timbres et de publications officielles. Il faudrait également accorder la priorité aux organisations d'autochtones et aux experts autochtones lorsque le Secrétaire général doit faire appel aux services de personnes extérieures à l'Organisation.

10. Conformément à la partie IV des principes directeurs concernant les futures années internationales du Conseil économique et social, qui prévoit l'évaluation des années internationales, il est proposé au Conseil d'inviter les Etats, les organisations intergouvernementales et non gouvernementales et les institutions spécialisées intéressés à présenter par écrit, d'ici au 1er juin 1994, le résumé des activités qu'ils auront menées au cours de l'Année internationale et les mesures qu'ils envisagent de prendre à l'avenir pour promouvoir le droit des autochtones, afin d'établir un résumé analytique qui serait examiné par l'Assemblée générale à sa quarante-neuvième session.
